

Trita Parsi : de nouveaux accords changeront à jamais le Moyen-Orient

Trita Parsi est le cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Suivez le Substack de Trita Parsi : <https://tritaparsi.substack.com/> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Trita Parsi nous rejoint aujourd'hui. Il est vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Et je conseille vivement, une fois encore, à tout le monde de suivre sa page Substack. J'ai mis un lien dans la description. Une partie de notre discussion aujourd'hui portera d'ailleurs sur certains de vos articles, que je trouve toujours très intéressants. Alors, pour commencer, merci d'avoir accepté de participer à l'émission.

#Trita Parsi

Merci beaucoup de me recevoir à nouveau, Glenn. Je vous en suis vraiment reconnaissant.

#Glenn

Eh bien, on a l'impression qu'il y a une réorganisation de l'ensemble du Moyen-Orient, avec beaucoup d'accords qui se concluent. Et là encore, rien qu'aujourd'hui, nous avons vu la signature d'un pacte de défense entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan. Mais je voudrais d'abord vous interroger sur cet accord, ou cet éventuel accord, entre Oman et l'Iran, concernant un contrôle commun du détroit d'Ormuz. De quoi s'agit-il ? Car il semble que cela avance réellement et que quelque chose va en sortir. Alors, comment comprendre cet accord ?

#Trita Parsi

Donc, les éléments qui sont rendus publics correspondent assez bien, je pense, à ce que j'entends aussi en privé. Le problème, bien sûr, c'est que depuis quatre ou cinq jours d'affilée, on nous dit que c'est très proche. Je l'ai aussi entendu hier du côté américain : il y a un certain optimisme. Mais ce n'est toujours pas finalisé. Et je ne sais pas vraiment exactement ce qui bloque. Mais, en résumé, ils

ont fait des allers-retours entre deux modèles différents. L'un d'eux prévoit que tout le trafic entrant passe par le côté iranien, le côté nord du détroit, avec l'autorisation de l'Iran et après notification à l'Iran. Et tout ce qui sort emprunterait un chenal au sud, qui passe par les eaux omanaises.

Pendant un certain temps, cela semblait être la proposition centrale. Mais il y avait aussi une autre proposition, et ils semblent faire des allers-retours entre les deux, ou du moins entre différentes variantes de cette idée. Cette autre proposition, c'est qu'il n'y aurait en réalité qu'un seul chenal, qui passerait à la fois par les eaux iraniennes et omanaises. Il entrerait donc du côté iranien, traverserait les eaux omanaises, reviendrait dans les eaux iraniennes, puis la sortie emprunterait ce même chenal essentiel, ou corridor, qui aurait été créé. C'est la préférence de l'Iran. Les Omanais, qui, en pratique, ne négocient pas vraiment uniquement pour eux-mêmes, négocient aussi pour les États-Unis et le Conseil de coopération du Golfe.

Et c'est en partie pour cela que leur position dans ces négociations est, franchement, différente de celle qu'ils avaient lorsqu'ils se représentaient eux-mêmes. Mais ils préfèrent qu'il y ait au minimum deux couloirs, avec des voies distinctes pour le trafic entrant et sortant. Au final, je pense que si les États-Unis ne sont pas officiellement à la table des négociations, pas plus qu'aucun des pays du Conseil de coopération du Golfe, c'est parce que les Iraniens insistent pour que les négociations sur le sort du détroit soient menées par ceux qui ont des eaux territoriales dans le détroit. C'est une façon de renforcer l'interprétation iranienne du détroit : selon elle, il n'y a pas d'eaux internationales dans le détroit. Il y a les eaux territoriales d'Oman, les eaux territoriales de l'Iran, et rien entre les deux.

Et d'une certaine manière, au moins indirectement, cela est au moins partiellement accepté par le fait que les négociations se déroulent uniquement avec l'Iran et Oman, sans même inclure les autres pays du Conseil de coopération du Golfe. Les Iraniens rejettent les pays comme le Koweït, ou d'autres, qui affirment avoir leur mot à dire en raison de l'importance du trafic et de l'utilisation du détroit. Ils rétorquent essentiellement que la Chine a encore davantage de trafic dans le détroit que, par exemple, Bahreïn. Cela ne lui donne pas pour autant une place à la table des négociations. Et pourtant, cela est plus ou moins accepté. Mais puisque les États-Unis et les autres pays font partie des négociations, il n'y aura pas d'accord si les États-Unis ne donnent pas aussi leur accord.

Maintenant, nous ne connaissons toujours pas exactement l'issue finale. Mais il semble que, quelle que soit la version qui sera retenue, il y aura une clarification de ce que l'article cinq du mémorandum prévoyait essentiellement. Il laissait une certaine ambiguïté. Ces ambiguïtés sont, en substance, précisées dans cet accord. Et cela semble revenir à ce que voulaient les Iraniens : s'assurer qu'aucun navire n'entre ou ne sorte sans notification aux Iraniens, du moins pendant cette période intérimaire. En ce qui concerne les frais, et ainsi de suite, on ne sait pas encore clairement si cela fera partie de l'accord intérimaire ou si ce sera seulement traité vers la fin. Il y a ici un aspect important à comprendre.

Même si les Omanais négocient au nom des autres, et même si leur propre position est probablement un peu plus proche de celle des Iraniens, c'est aussi parce qu'un accord de ce type renforce réellement la position d'Oman au sein du CCG. Oman n'a pas de pétrole ni de gaz comme les autres États du CCG. Le pays est donc bien plus pauvre que les autres. Mais, grâce à sa position stratégique au niveau du détroit, il gagnera en influence, en particulier face aux Émirats, qui ont souvent créé des problèmes à Oman. Je pense donc qu'il est important de reconnaître que les Omanais sont probablement assez favorables à une orientation plus proche de la position iranienne, parce que cela leur apporte aussi beaucoup d'avantages. Mais ils doivent trouver un équilibre en veillant à maintenir de bonnes relations avec les États-Unis, ce qui reste, au final, très important pour Oman également.

#Glenn

C'est une dynamique fascinante, cela dit. Et ça se comprend. Je veux dire, si vous étiez en Iran, vous ne voudriez pas négocier avec les États-Unis. Cela affaiblirait tout votre argument selon lequel il s'agit des eaux iraniennes. Mais la position des États-Unis est intéressante ici. Je me souviens qu'en mai, vous disiez que les États-Unis avaient un certain optimisme quant à la possibilité qu'un accord soit conclu. Mais à la fin du mois de mai, je me souviens que Trump a publié un message sur les réseaux sociaux. Alors qu'Oman et l'Iran discutaient de ces questions, il a écrit qu'Oman devait se tenir tranquille, sinon nous devrions les faire exploser. « Les faire exploser », c'était une citation directe de Trump. Encore une fois, il est un peu désinvolte dans son langage, donc, vous savez, ce genre de propos ne choque plus vraiment. Mais, évidemment, cela reflétait la position américaine : il ne se souciait pas beaucoup de ces discussions. Est-ce que cela signifie que la position des États-Unis est en train de changer ?

#Trita Parsi

Non, Glenn, je pense que cela montrait qu'à l'époque, les Omanais avançaient des propositions de compromis qui irritaient beaucoup les États-Unis. Par exemple, la proposition d'une gestion conjointe du système, qui, je pense, est ce à quoi nous allons aboutir maintenant, était une proposition omanaise. Et la partie américaine n'en était pas satisfaite. La proposition de redevances pour services environnementaux au lieu de péages était également une proposition omanaise, et les États-Unis n'en étaient pas satisfaits. Ce que vous voyiez là, c'était en quelque sorte les États-Unis... parce qu'à l'époque, les États-Unis essayaient de créer, dans le détroit, un corridor méridional qui resterait opérationnel et fortifié, même en cas de retour de la guerre.

Ce serait une façon de s'assurer que les Iraniens ne puissent pas fermer le détroit d'Ormuz. Et ils faisaient pression sur Oman, parce qu'on ne pouvait pas avoir de corridor sud sans l'accord, ou l'approbation, d'Oman, d'une certaine manière, puisque ce sont les eaux omanaises. Les États-Unis exerçaient donc de très fortes pressions sur les Omanais pour qu'ils abandonnent essentiellement leur position précédente et adoptent une position plus proche de celle des États-Unis. C'est ce à quoi

je faisais allusion tout à l'heure, quand je disais que les Omanais négocient actuellement au nom de tous les autres membres de ce groupe, plutôt qu'en leur propre nom. Car ce sont eux-mêmes qui ont avancé un grand nombre de ces propositions de compromis que les États-Unis avaient auparavant rejetées.

Et en plus de cela, ce qui n'a peut-être pas été rapporté, du moins à ma connaissance, c'est que lorsque Rubio s'est rendu dans la région juste après le protocole d'accord, ce voyage a été présenté comme une tentative d'aider à expliquer ce protocole ou de rallier les pays concernés. Non. En réalité, il était là pour contraindre les Omanais à adopter la position américaine, et il les a menacés de sanctions s'ils ne le faisaient pas. Alors, après tout cela, et après encore deux ou trois semaines de guerre, où en sommes-nous ? Nous nous retrouvons très près de là où nous étions auparavant, sans changement significatif dans l'orientation des États-Unis. En fait, s'il y a un changement, c'est une clarification qui va dans le sens de l'interprétation des Iraniens.

#Glenn

Oui, bon, je peux comprendre pourquoi les États-Unis ne veulent pas céder, ni permettre à l'Iran d'exercer un quelconque contrôle administratif ou de pouvoir imposer des droits de passage, quelle que soit la manière dont cela serait justifié. Mais encore une fois, si cela limite ce que vous pouvez changer, vous devez accepter ces nouvelles réalités. Mais vous avez écrit que ce ne serait pas si grave. Sur votre Substack, auquel j'ai fait référence tout à l'heure, vous avez publié un excellent article expliquant comment le détroit d'Ormuz peut être envisagé à travers le prisme du canal de Suez et des événements qui s'y sont déroulés en mille neuf cent cinquante-six. En substance, les États-Unis n'ont pas besoin de le contrôler tant qu'il reste ouvert. Je me demandais si vous pouviez expliquer cet argument et cette comparaison, bien sûr.

#Trita Parsi

Oui, parce que merci de le souligner. Je pense que c'est vraiment important, parce qu'il y a eu une confusion entre ce qu'est réellement l'intérêt des États-Unis ici. Est-ce de veiller à ce que ce commerce reste ouvert, à ce que les échanges se déroulent de manière non discriminatoire et prévisible ? Ou bien l'intérêt réel, est-ce le contrôle ? Parce que souvent, même lorsqu'on retient une définition restrictive des intérêts américains dans des régions comme celle-ci, y compris en mer Rouge, un intérêt est admis par presque toutes les écoles de pensée : les voies maritimes doivent rester ouvertes. Mais il est très important de comprendre qu'entre le fait qu'elles soient ouvertes et le fait qu'elles soient sous contrôle américain, ou que les États-Unis empêchent une partie hostile d'en assurer la gestion, il y a une différence. Et ces intérêts sont désormais complètement confondus dans cette crise.

Historiquement, l'intérêt des États-Unis a été de maintenir la circulation ouverte. Si elle peut être contrôlée par les États-Unis ou par une puissance amie, c'est d'autant plus utile. Mais même si elle relève du contrôle administratif d'une puissance hostile ou non amie, ce n'est évidemment pas

préférable. Les États-Unis peuvent néanmoins s'en accommoder, tant qu'il existe des garanties que la circulation restera libre. Le deuxième intérêt, dans cette hiérarchie des intérêts, est donc d'empêcher que quelqu'un d'autre en ait le contrôle. Mais cet intérêt n'existe que pour servir l'intérêt premier : garantir la liberté de circulation. Si l'on peut parvenir à un arrangement dans lequel les Iraniens, avec les Omanais, veillent à ce que leur gestion n'interrompe pas la circulation.

Ils n'ont aucun intérêt à interrompre le flux. Ils doivent pouvoir exporter leur pétrole et faire entrer leurs importations par cette voie commerciale. Mais s'ils peuvent garantir qu'elle reste ouverte de manière non discriminatoire, même si le contrôle ou la gestion ne sont pas entre les mains des États-Unis, cela reste acceptable. Historiquement, c'est ce qui s'est passé. Et 1956 est un exemple très intéressant, parce qu'à ce moment-là, vous aviez en réalité deux alliés des États-Unis et un pays qui était en train de devenir un allié solide, à savoir Israël, la France et le Royaume-Uni, qui sont entrés en guerre contre l'Égypte lorsque l'Égypte a affirmé sa souveraineté sur le canal de Suez. Et les États-Unis ont pris le parti de l'Égypte, même si l'Égypte était alors dans le camp communiste, plus proche de l'Union soviétique. Elle n'était pas officiellement alignée, mais elle s'alignait néanmoins sur les Soviétiques.

Parce que les Égyptiens ont garanti cette libre circulation, la souveraineté ne l'a pas mise en danger. Et ce fut un coup très dur pour les Français et les Britanniques qui, avant cela, géraient le canal de Suez, même si, bien sûr, ce n'était pas leur territoire. Donc, je pense que si nous parvenons à dissocier ces intérêts, nous pouvons voir qu'il existe une issue. Une issue qui ne sera toujours pas célébrée à Washington, sous quelque forme que ce soit. Mais il est toujours important de se rappeler : quel est l'intérêt principal ? Quel est l'intérêt secondaire ? Et de nous rappeler que l'intérêt secondaire est là pour servir l'intérêt principal. Il n'est pas au même niveau que l'intérêt principal.

#Glenn

Non, je suis d'accord. Non, non, ce sont des intérêts différents. Encore une fois, la libre circulation sur les voies maritimes est l'intérêt principal. Mais contrôler les détroits procure aussi un avantage stratégique. Je veux dire, tout au long de l'histoire, les pays ont voulu contrôler les corridors maritimes pour, je suppose, deux raisons. D'abord, la sécurité : pour que leurs propres navires puissent conserver leur liberté de navigation, mais aussi pour limiter la sécurité des autres. Et, vous savez, si vous lisez les travaux de Zbigniew Brzezinski, par exemple, il souligne qu'il est très important de faire comprendre aux Chinois que, s'ils tentaient un jour de nous défier, nous pourrions fermer le détroit de Malacca. Si les Russes tentaient un jour de nous défier, nous pourrions fermer, par exemple, la mer Baltique. Donc, est-ce que cela ne porterait pas atteinte à la position hégémonique que les États-Unis cherchent à maintenir, s'ils concluaient simplement un accord selon lequel les détroits resteraient ouverts, mais hors du contrôle américain ?

#Trita Parsi

À certains égards, oui. Mais je pense qu'il est aussi très important de comprendre ceci : qu'est-ce que cette guerre a fait, et qu'est-ce qu'elle a simplement révélé ? La guerre n'a pas donné à l'Iran le contrôle du détroit. Elle a révélé que l'Iran avait, depuis le début, la capacité de fermer le détroit. Accepter cette réalité, ce n'est donc pas accorder à l'Iran quelque chose qu'il n'avait pas auparavant. Il l'avait déjà, il ne l'avait simplement pas montré. Donc, vous savez, considérer cela comme une sorte de concession, ou dire : « Oh, cela donne aux Iraniens le contrôle »... Que les États-Unis le leur accordent ou non, les Iraniens ont la capacité de fermer le détroit. Et ils l'avaient déjà avant. Nous le savons simplement bien mieux maintenant, parce qu'ils l'ont mise en œuvre. Pour être franc avec vous, je ne pense pas non plus que les Iraniens étaient aussi confiants dans cette capacité qu'ils possédaient. Mais maintenant, c'est clair pour tout le monde. Et cela soulève alors la deuxième question : au bout du compte, quelle est l'importance du détroit d'Ormuz pour les États-Unis ?

Et quelle est l'importance du Moyen-Orient ? Au cours des vingt dernières années, on a observé une évolution intellectuelle très nette : de plus en plus de pays disent que le Moyen-Orient n'est pas si crucial. Qu'il n'est pas si vital. Qu'il ne justifie pas toutes ces guerres. Qu'il ne justifie pas dix-neuf bases militaires dans la région. Donc, si nous sommes vraiment sincères et honnêtes sur ce qui est une région vitale et ce qui ne l'est pas, nous ne devrions pas avoir d'énormes problèmes. Bien sûr, si cela s'était produit autrement, avec un retrait ordonné des États-Unis, sans menace et non comme conséquence d'un conflit, cela aurait été beaucoup plus acceptable pour Washington. Aujourd'hui, cela devient plus difficile, parce que cela se produit essentiellement à la suite de la perte d'une guerre, ce qui crée sa propre dynamique. Mais au fond, est-ce vraiment quelque chose pour lequel les États-Unis devraient faire la guerre ?

Eh bien, si c'est le cas, pourquoi ne l'est-ce pas, au juste ? Au final, tout ce qu'on voit, ce sont des campagnes de bombardements. On ne voit pas la mobilisation de cinq cent mille soldats pour entrer et prendre le contrôle de tout le sud de l'Iran. Et si l'administration pense réellement que l'intérêt en jeu justifie ce type de réponse, alors elle le proposera et commencera cette mobilisation, si elle estime en avoir la capacité. Je pense que ce que nous voyons, c'est une reconnaissance claire du fait qu'ils n'en ont pas la capacité et, surtout, qu'ils sont incapables de vendre une telle guerre à l'opinion publique américaine. Parce que personne n'y croit. Personne ne pense que ce soit nécessaire. Regardez simplement l'importance du trafic dans ce détroit au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années. Il y a eu un moment où environ quarante pour cent du pétrole mondial transitait par le détroit d'Ormuz.

Aujourd'hui, c'est environ 21 à 22 %. Pourquoi ? Parce que le Brésil pompe désormais cinq millions de barils de pétrole par jour, soit nettement plus que ce que pompent les Iraniens. Il y a l'explosion du pétrole de schiste aux États-Unis. On voit aussi une hausse de la production pétrolière dans plusieurs autres régions par rapport à avant. Et cela va continuer. Donc, même sans voies de contournement — des lignes, et ainsi de suite — par lesquelles le pétrole passerait par la mer Rouge, par exemple, on continuera de voir ce commerce diminuer. Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas important. Mais si l'on ajoute ce processus au fait qu'il y aura probablement des investissements

dans des oléoducs qui contourneraient ce détroit, lesquels ne seront sans doute pas pleinement opérationnels avant encore une dizaine d'années, on verra néanmoins l'importance de ce détroit diminuer.

Et par conséquent, cela rend de plus en plus difficile pour les États-Unis de justifier une action militaire majeure. Il faut aussi penser au coût d'opportunité : quel effet cela aurait-il sur la capacité des États-Unis à gérer ensuite des conflits ailleurs, bien plus vitaux et plus clairement définis, comme en mer de Chine méridionale ? On voit déjà que les États-Unis sont en train d'épuiser leurs systèmes de défense aérienne, leurs Patriot. Et, en plus de cela, ils épuisent aussi leurs munitions et leurs missiles, comme les Tomahawk. Le golfe Persique est-il à ce point important qu'il justifie une guerre de ce type, avec cinq cent mille soldats, et encore davantage de munitions, de bombardements et d'intercepteurs utilisés, alors qu'il existe d'autres régions, de Taïwan à d'autres endroits, qui sont elles aussi importantes, et sans doute bien davantage ? Je ne pense tout simplement plus que quiconque, à Washington, puisse encore défendre cet argument.

#Glenn

Je pense que l'épuisement des stocks d'armes peut vraiment faire évoluer la position américaine. Parce qu'en s'engageant à fond dans cette guerre contre l'Iran, les armes que les États-Unis dépensent aujourd'hui, ils en ont réellement besoin. Les États-Unis ont aussi leurs propres intérêts de sécurité. Ils en ont besoin pour leur défense même. Enfin, je pense que c'est une énorme erreur. Mais si la sécurité des États-Unis eux-mêmes est mise en cause par cette guerre, je pense que c'est peut-être ce qu'il faudra pour que la position américaine change. Je voudrais maintenant aborder brièvement cet autre accord auquel j'ai fait référence plus tôt : ce pacte de défense entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan.

C'est-à-dire que, là encore, il s'agit de dire qu'une attaque contre l'un doit être considérée comme une attaque contre tous. Mais quelles sont les motivations concurrentes, ici ? Je peux comprendre les Saoudiens. Ils subissent clairement des attaques directes. La Turquie, elle, a sa propre rivalité avec l'Iran. Mais je ne les vois pas vouloir faire la guerre à l'Iran. Et puis il y a le Pakistan. Là encore, difficile de les imaginer attaquer l'Iran, à moins qu'il y ait, disons, des généraux corrompus. Mais quel est l'objectif, ici ? Ou bien s'agit-il simplement de trois acteurs très différents, avec des intérêts différents ?

#Trita Parsi

Je pense qu'ils ont tous des motivations et des préoccupations qui leur sont propres. Les Pakistanais n'ont pas l'argent, mais ils ont les moyens militaires. Les Saoudiens n'ont pas les moyens militaires, mais ils ont le financement, ainsi que d'autres facteurs idéologiques importants. Et je pense que les Turcs font cela de plus en plus, non seulement pour contrebalancer l'Iran, mais aussi parce que la Turquie ne fait pas confiance à l'OTAN au cas où les Israéliens attaqueraient la Turquie à l'avenir. C'est une hypothèse dont les Israéliens parlent de plus en plus ouvertement : du point de vue

israélien, la Turquie serait la nouvelle grande menace au Moyen-Orient. C'est un récit qui a commencé à un moment où les Israéliens pensaient avoir déjà vaincu l'Iran. Évidemment, la situation est très, très différente aujourd'hui.

Mais je pense que c'est quelque chose qu'il faut relever : dès que les Israéliens estiment être parvenus à se débarrasser d'un adversaire géopolitique, ils commencent immédiatement à construire ce récit selon lequel le pays suivant serait la grande, grande menace pour la stabilité de la région, et ainsi de suite. On a eu Naftali Bennett, par exemple, qui disait qu'Erdogan était la personne la plus dangereuse du Moyen-Orient. C'est la même chose qu'on a vu se produire entre Israël et l'Iran en 1991, quand les Israéliens ont décidé que les circonstances géopolitiques avaient changé et que l'Iran n'était plus un ami potentiel d'Israël, mais son principal rival. Du jour au lendemain, on a commencé à voir ces articles présenter l'Iran comme la grande menace, alors que quelques mois plus tôt, ils faisaient encore pression sur Washington pour dialoguer avec l'Iran et se réconcilier avec lui, parce qu'ils avaient besoin de l'Iran dans le cadre de la configuration géopolitique précédente.

Je pense donc qu'ils abordent tous la question sous des angles différents. Mais l'idée la plus générale, c'est qu'on ne peut pas compter uniquement sur le parapluie sécuritaire américain. Il faut donc avoir des alternatives, et pas une seule. Il ne s'agit pas de remplacer la dépendance vis-à-vis des États-Unis. Je pense qu'il s'agit de la compléter, et ce ne sera probablement pas la seule initiative de ce genre. Et je pense que vous verrez davantage de choses de ce type dans la région. Peut-être pas avec un impact aussi important que celui que cette initiative pourrait avoir, mais il y en aura davantage. Parce que tout le monde dans la région comprend que le parapluie sécuritaire américain s'est révélé bien plus creux qu'ils ne l'avaient prévu. De plus, la prise de décision américaine est loin d'être rationnelle et prévisible.

Et par conséquent, il serait assez insensé de mettre tous ses œufs sécuritaires dans le même panier. L'Europe devrait peut-être s'inspirer un peu du Moyen-Orient sur ce point, aujourd'hui. L'Europe a eu largement le temps de repenser les choses et ne l'a pas fait. Mais c'est peut-être un autre débat. La question est donc la suivante : est-ce vraiment un pacte anti-iranien ? Je pense qu'il y a plusieurs motivations. Il y a, je pense, une volonté au moins d'essayer de contrebalancer l'Iran, parce qu'ils constatent que l'autre entité sur laquelle ils comptaient pour jouer ce rôle d'équilibre face à l'Iran s'est révélée ni fiable ni efficace. Ils doivent donc maintenant trouver d'autres solutions.

Le danger, ici, ce serait de voir se former des blocs plus structurés au Moyen-Orient. À mon avis, ce serait un énorme problème. Si, en revanche, c'est quelque chose de transitoire, et que le véritable investissement porte sur une forme de sécurité collective — nous en avons déjà parlé —, une sécurité indivisible pour la région, alors je pense que c'est une bien meilleure voie. Je considère que cette évolution peut potentiellement menacer cela, mais ce n'est pas encore tout à fait clair. Et une partie de la question est aussi la suivante : est-ce vraiment fiable ? Le Pakistan irait-il en guerre contre l'Iran pour l'Arabie saoudite ? La Turquie irait-elle en guerre contre l'Iran pour l'Arabie saoudite ? Au final, ces accords ne valent que par leur crédibilité.

Et la crédibilité de cette alternative est peut-être plus forte que celle du parapluie sécuritaire américain à ce stade, mais elle n'est pas forcément totale. Mais si j'étais en Iran, je ne balayerais pas cela d'un revers de main. Je reconnaîtrais que, à moins que les Iraniens ne cherchent eux aussi à évoluer dans un sens qui apaise certaines inquiétudes de leurs voisins et les dissuade de former ce type de bloc, ils pourraient très bien se retrouver dans une situation où, oui, la région ne compte plus sur les États-Unis pour faire contrepoids à l'Iran, mais investit tout de même massivement dans une configuration qui fait contrepoids à l'Iran, plutôt que de chercher une formule qui pourrait réellement intégrer tout le monde dans un dispositif de sécurité, y compris l'Iran, bien sûr.

#Glenn

Oui, non, ça semble raisonnable. Mais il faut bien que quelque chose apparaisse dans le vide. Si l'Iran s'attend à ce que les États-Unis se retirent, qu'est-ce qui les remplacerait ? Idéalement, il y aurait un accord de sécurité collective qui inclurait l'Iran. Mais oui, espérons que ce soit possible à terme. À propos des Européens, puisque vous les avez mentionnés, ils avaient eux aussi leur propre voie vers un accord sur une architecture de sécurité paneuropéenne avec les Russes, comme on le sait, en mille neuf cent quatre-vingt-dix, mille neuf cent quatre-vingt-quatorze et deux mille. Je pense qu'ils ont plutôt choisi l'élargissement de l'OTAN, parce que c'était un bon moyen de s'assurer que les États-Unis restent en Europe. Mais là encore, maintenant qu'ils ont moins confiance dans les garanties de sécurité américaines, l'objectif en Europe semble être de créer un nouveau système de l'OTAN, uniquement avec les Européens.

Donc, ne pas revenir au projet d'une architecture de sécurité inclusive fondée sur les accords d'Helsinki, mais plutôt réinventer l'OTAN, sans les Américains. Franchement, je crois qu'on est dirigés par des fous. Mais il y a un autre accord qui pourrait remodeler le Moyen-Orient : cet accord entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. Je trouve ça étrange, parce que cet accord nucléaire rendrait apparemment presque impossible un accord nucléaire avec l'Iran, si les États-Unis affichent aussi ouvertement des critères différents pour l'Arabie saoudite et l'Iran. D'ailleurs, j'ai entendu un journaliste poser la question. La réponse de la Maison-Blanche a été : « Eh bien, l'Arabie saoudite est une alliée, et elle bénéficie de règles spéciales parce que l'Amérique d'abord. » Mais si c'est sur cette base qu'on construit l'architecture de sécurité régionale, alors elle sera très instable.

#Trita Parsi

Alors, que pensez-vous de cet accord ? J'y vois plusieurs éléments dangereux, surtout dans le contexte où les États-Unis cherchent en même temps à conclure un accord avec l'Iran. D'un côté, c'est moins que ce que voulaient les Saoudiens. Mais, d'un autre côté, cela écarte complètement les Israéliens. Les Saoudiens voulaient aussi une garantie de sécurité de la part des États-Unis. Je ne suis pas certain qu'ils y aient totalement renoncé. Je pense que, dans leur nouvelle approche à plusieurs niveaux, ils la voudraient toujours, même si elle n'est pas aussi fiable qu'elle aurait pu l'être, ou qu'ils pensaient qu'elle le serait. Je pense que c'est toujours quelque chose qu'ils pourraient vouloir. Et l'un des dangers à conclure d'abord cet accord nucléaire, c'est que cela pourrait mettre

les Saoudiens en position de faire pression sur les États-Unis pour obtenir ensuite, eux aussi, un pacte de défense, une garantie de sécurité.

Et une partie de la raison pour laquelle je pense que ce serait mauvais pour les États-Unis et pour la région, c'est que les États-Unis devraient se désengager de ces conflits régionaux. Accorder à l'Arabie saoudite une garantie de sécurité du type de celle prévue par l'article 5 de l'OTAN, ce serait exactement l'inverse. Mais nous avons des exemples d'autres pays qui, une fois qu'ils disposent de la capacité d'enrichir l'uranium et qu'ils ont une voie vers la bombe nucléaire, s'en sont servis pour faire pression sur les États-Unis afin d'obtenir une garantie de sécurité. En disant, en substance : si vous ne nous donnez pas de garantie de sécurité, nous n'avons pas d'autre choix que de nous doter de l'arme nucléaire. Les États-Unis donnent donc maintenant aux Saoudiens la même technologie dont ils ont cherché, ces quarante, cinquante, soixante dernières années, à priver l'Iran, et pour empêcher les Iraniens de l'avoir, ils sont allés jusqu'à la guerre. Mais ils l'accordent aux Saoudiens.

Cela crée alors un problème majeur, potentiellement, pour ces négociations avec l'Iran. Lors de discussions précédentes, les Iraniens avaient accepté un moratoire sur l'enrichissement qui pouvait durer jusqu'à dix ou douze ans. J'ai du mal à voir comment les Iraniens respecteraient cela si, dans le même temps, les États-Unis accordent cette même technologie aux Iraniens... aux Saoudiens. Et en plus, avec beaucoup moins d'inspections. En fait, sans aucune inspection internationale, comparé à ce que les Iraniens acceptent. Et cela pose, en soi, un autre problème. Comment allez-vous obtenir des inspections de type JCPOA, ou JCPOA-plus, du programme iranien dans le cadre d'un accord nucléaire que Trump dit vouloir, si, dans le même temps, vous exemptez les Saoudiens de toute inspection de ce genre ?

C'est de la folie, à mon avis. Et on n'a pas l'impression que l'administration ait vraiment calculé l'impact que cela aurait sur les négociations avec l'Iran. Cet accord, soit dit en passant, était prêt depuis quelque temps avec les Saoudiens. Il a été annoncé maintenant pour d'autres raisons, liées aux obligations de déclaration et à ce genre de choses, afin de s'assurer que tout soit bouclé avant que Trump ne quitte ses fonctions. Mais je pense que les deux, en réalité, se contrarient mutuellement. Cela ne veut pas dire que les États-Unis ne peuvent pas conclure d'autres accords avec les Saoudiens, et ainsi de suite. Mais le faire exactement de cette manière, si ce sont bien les détails qui en ressortent, une fois que nous les connaissons pleinement, je pense que cela va créer un problème important pour tout accord avec les Iraniens.

#Glenn

Eh bien, oui, parce que les Iraniens veulent s'éloigner du système hégémonique américain. Et si vous acceptez que les États-Unis puissent fixer des règles spéciales pour ceux qui leur obéissent, et un autre ensemble de règles pour ceux qui ne leur obéissent pas, alors vous vous en accommodez, j' imagine. Mais oui, ça m'amène à une autre question que je voulais poser. À savoir : quelle autre organisation de la région le Parlement iranien pourrait-il proposer ?

Parce que j'ai vu hier dans les médias iraniens que le Parlement iranien pourrait présenter un projet de loi qui serait alors considéré comme assez radical. Il limiterait le passage des navires israéliens par le détroit d'Ormuz, ou de tout navire se rendant en Israël ou bénéficiant à Israël. Ils exigeraient aussi, de nouveau, des réparations. C'était, je dirais, une proposition radicale. Et si l'on combine cela, par exemple, avec les frappes qu'ils ont menées contre la Jordanie, qui semblaient s'inscrire dans l'objectif plus large de les encourager à rompre leurs liens avec les États-Unis, pensez-vous que les Iraniens seraient tentés de viser une victoire totale ? C'est-à-dire, tout simplement, humilier les États-Unis, les chasser de la région et, en substance, affirmer une domination complète sur le détroit d'Ormuz ?

Eh bien, à des degrés divers. Parce que, là encore, il doit y avoir beaucoup de colère, vous savez, y compris dans l'opinion publique, et on ne peut pas vraiment l'ignorer non plus. Et je le dis aussi : on peut imaginer l'inverse. Si l'Iran avait fait cela à des villes américaines, les États-Unis n'auraient-ils pas envie de prendre leur revanche ? Enfin, comment voyez-vous les choses ? Là encore, ce n'est peut-être qu'un signal politique : voilà l'alternative à une diplomatie sérieuse, menée de bonne foi. Si nous ne l'obtenons pas, nous laisserons la main à ces partisans de la ligne dure, qui iront jusqu'au bout pour humilier les États-Unis. Donc, pour être honnête, je ne sais pas très bien comment interpréter cela.

#Trita Parsi

Donc, je pense que tous ces éléments sont à l'œuvre en ce moment. Il y a, je pense, une forme d'utilité à pouvoir montrer quelle est l'alternative. Mais il y a aussi une réalité : les partisans de la ligne dure au Parlement... Et il est important de noter que, jusqu'à il y a, quoi, une semaine environ, le Parlement iranien ne siégeait pas à cause de la guerre. Par conséquent, c'était un facteur qui n'était pas présent dans les négociations. Maintenant qu'ils sont présents dans les négociations, on a des exemples où le Parlement a adopté des lois censées renforcer la position iranienne, mais qui ont, au final, fait en sorte qu'il n'y ait pas d'accord.

De la même manière que lorsque le Congrès impose, vous savez, de nouvelles sanctions, censées officiellement renforcer la position américaine, mais qui, en réalité — et souvent aussi dans l'intention — sont conçues pour saper les négociations. Et je pense que les Iraniens devraient être très prudents sur ce point. Car oui, il existe une motivation particulière à humilier Trump, en raison de ce que Trump a fait. Mais l'effet en retour n'est pas nécessairement que les États-Unis fassent quelque chose. Cet effet pourrait être précisément ce dont nous avons commencé à voir les prémices : d'autres acteurs de la région pourraient finir par conclure que l'Iran va trop loin, selon leur perception de la manière dont il cherchera à affirmer son contrôle et sa position dans la région. Et que cela rend alors nécessaire la formation de blocs pour contrer la montée en puissance de l'Iran.

Et cela ne ferait alors que changer les adversaires des Iraniens dans cette rivalité, au lieu de leur permettre de sortir de cette rivalité très vive, qui dure depuis longtemps et qui est constamment au bord de la guerre. Dans une perspective de sécurité à long terme, je pense qu'il est assez clair qu'un

tel scénario, où l'on verrait cette réaction naturelle — pas seulement cet accord entre les Saoudiens et les Pakistanais, mais quelque chose de bien plus vaste, la formation d'un bloc entier pour contrer l'Iran et faire contrepoids à l'Iran — ne serait finalement pas dans l'intérêt de l'Iran. Je pense donc que les dirigeants devront mettre en balance leur désir, ou le besoin qu'ils ressentent, d'humilier Trump ou de chasser les États-Unis, quelle que soit la manière dont ils veulent le présenter, avec ce que cela apporte réellement aux intérêts de l'Iran. Si cela crée une force de réaction qui n'existait pas auparavant, qui n'était pas motivée auparavant par les besoins de sécurité des pays de la région, mais plutôt par les incitations ou les impératifs hégémoniques américains, alors ce serait finalement une très mauvaise situation pour les Iraniens.

#Glenn

Oui, non, ce serait une erreur, je pense, de remplacer le système d'alliances hégémonique des États-Unis par un nouveau système de blocs, dans le seul but de contenir l'Iran. Et je pense qu'avec l'effondrement du soft power américain à cause de la guerre contre l'Iran, il est assez remarquable de voir comment les Iraniens ont construit leur propre soft power. Je veux dire, le niveau d'empathie qu'on ressent aujourd'hui envers l'Iran... je crois n'avoir jamais vu ça de toute ma vie, du moins. Donc ce serait, je pense, une erreur pour les Iraniens de gâcher cela en allant trop loin dans la vengeance. Je voulais quand même vous poser une dernière question : comment le Moyen-Orient pourrait... enfin, comment la guerre pourrait maintenant s'étendre. Pendant un temps, on a eu l'impression que Zelensky avait pour objectif de fusionner ces guerres, la guerre en Ukraine et la guerre contre l'Iran, même s'il semble avoir un peu modéré cette position depuis. Voyez-vous toujours cette possibilité ? Parce que, vous savez, cela ressemble franchement à une recette pour une Troisième Guerre mondiale.

#Trita Parsi

Ce serait une issue désastreuse si les États-Unis adhéraient à ce que j'ai écrit. Je crois que j'en ai aussi parlé sur mon Substack. Je ne pensais pas que la visite de Zelensky susciterait une réponse positive du côté américain. Je pense que l'administration Trump serait suffisamment sur ses gardes pour se méfier de cela. Et il semble bien que Zelensky soit reparti relativement les mains vides sur cet aspect précis. Mais ma crainte a toujours été que l'administration Trump finisse par prendre de petites décisions, dont aucune, prise isolément, ne serait perçue comme une acceptation de cela, mais qui, dans leur ensemble, feraient tout de même évoluer les choses dans cette direction. Et alors, la fusion des guerres se produirait avec le temps, non pas à la suite d'une grande décision, mais plutôt par mille petites entailles. C'était, je pense, l'hypothèse la plus probable.

Et c'est en partie pour cette raison que, même si Zelensky ne semble pas avoir obtenu gain de cause lors de cette visite, cela n'apaise pas mes inquiétudes quant au fait que nous puissions finir par prendre cette direction. Je ne pense pas que Zelensky va cesser de défendre ce récit, qui sous-tend tout cela : au final, les ennemis sont les mêmes sur ces deux théâtres, et par conséquent, c'est la même guerre. C'est ce qu'il dit depuis quelque temps déjà. Il l'a répété même après avoir quitté

Washington. Je pense donc que ce cadre va rester en place. Et, de ce fait, nous pourrions nous diriger vers cela, même si c'est imperceptible au jour le jour. La tendance ira néanmoins dans cette direction. Et je suis entièrement d'accord avec vous : ce serait un désastre absolu, et cela ne servirait certainement pas les intérêts des États-Unis.

#Glenn

Mais quel serait l'objectif, au juste ? Parce que ça pourrait aussi se retourner contre lui. Cela pourrait entraîner les Européens dans la guerre en Ukraine et disperser encore davantage leurs ressources. Selon vous, quels sont les calculs de Zelensky, étant donné qu'il pousse si fortement dans ce sens ?

#Trita Parsi

Et il est également important de comprendre que, d'après ce que j'ai entendu, de hauts responsables de l'appareil de sécurité ukrainien et de l'armée y sont totalement opposés. Ils s'y opposent parce qu'ils évaluent le risque différemment. Selon eux, le risque, c'est que l'Ukraine se retrouve trop engagée et impliquée dans la guerre contre l'Iran, sans pour autant entraîner une participation américaine à la guerre contre la Russie. Et, par conséquent, le retour sur investissement serait négatif. Alors que, je pense, Zelensky voit les choses autrement. À ses yeux, le risque en vaut la peine, parce qu'il estime que, quelle que soit la surcharge que l'Ukraine pourrait subir, elle sera compensée par le fait que les États-Unis seront beaucoup plus directement impliqués contre les Russes.

C'est un pari insensé. Certaines personnes me disent qu'il fait surtout ça pour détourner l'attention des problèmes intérieurs auxquels il est confronté, et ainsi de suite. Mais je pense qu'il est difficile d'adhérer complètement à cette idée, si l'on garde à l'esprit que, depuis le tout début de cette guerre, la position de l'Ukraine est d'impliquer les États-Unis beaucoup, beaucoup plus directement dans le conflit. Et si vous êtes en Ukraine, il y a une raison compréhensible de pousser en ce sens. Ce n'est pas illogique de leur part. En revanche, je pense que ce serait illogique pour les États-Unis de l'accepter.

#Glenn

Bon, laissez-moi... oui, juste une dernière question. Où se situe Israël dans tout ça ? Il y a beaucoup d'accords en cours en ce moment. Encore une fois, l'accord entre Oman et l'Iran, l'accord entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan, l'accord entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. Je veux dire, il se passe beaucoup de choses qui pourraient remodeler la région. Quelle est la position d'Israël ? Parce que j'ai l'impression qu'ils sont extrêmement discrets en ce moment, et je ne sais pas si c'est une bonne ou une mauvaise chose.

#Trita Parsi

Oui, enfin, gardez aussi à l'esprit qu'ils entrent en ce moment dans une période politique. L'attention se tourne donc beaucoup vers l'intérieur, vers ce qui va devenir une élection très décisive pour Netanyahu, évidemment. Sur la question ukrainienne, je pense que les plus grands gagnants, franchement, seraient les Israéliens. Cela redonnerait un second souffle à la guerre contre l'Iran, que les Israéliens veulent. Cela donnerait aux Européens l'occasion d'entrer dans la guerre contre l'Iran d'une manière qu'ils n'ont pas adoptée jusqu'ici, du moins pas directement. Et, peut-être plus important encore, cela reconfigurerait toute la guerre contre l'Iran. Parce qu'à l'heure actuelle, elle est très centrée sur le rôle d'Israël, ce qui est tout à fait justifié, compte tenu du fait qu'Israël y a joué un rôle central.

Mais à l'avenir, cela pourrait finir par devenir une guerre où vaincre l'Iran ne servirait pas à défendre Israël, mais à défendre l'Ukraine. Et politiquement, ce sera beaucoup plus acceptable, surtout en Europe, mais aussi aux États-Unis. L'image d'Israël s'est effondrée aux États-Unis. Pour l'administration, c'est un énorme handicap que cette guerre contre l'Iran soit perçue, par tant de gens au sein même de sa base, comme ayant été menée pour Israël. Or, ils seront plus favorables à cette guerre si elle est menée pour l'Ukraine. Mais cela divisera une partie des démocrates qui, autrement, se seraient opposés à cette guerre.

Il leur sera plus difficile d'adopter cette position, parce qu'ils restent très attachés au soutien à l'Ukraine et à sa guerre contre la Russie. Je pense donc que les Israéliens voient là beaucoup d'opportunités, d'une manière qui, à mon avis, ne permet à personne d'autre d'y voir autant d'aspects positifs. En ce qui concerne les autres éléments, je pense que les Israéliens seront probablement très inquiets de cette nouvelle formule. En particulier si elle ne se limite pas à contrer l'Iran, mais qu'elle finit, d'une certaine manière, par inclure aussi l'Iran. Les Pakistanais, notamment, ont tenté d'intégrer l'Iran à cette formule, avec la Turquie et l'Arabie saoudite.

Si cela finit par arriver, je pense que les Israéliens verront de plus en plus là une constellation destinée à faire contrepoids à Israël. On se demande si cet accord élimine toute possibilité de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite. En Israël, certains espèrent encore beaucoup une telle normalisation, bien sûr. Je n'ai pas l'impression que MBS s'en préoccupe tant que ça. Mais il n'est pas évident qu'il s'opposerait réellement à ce type de normalisation avec Israël. Je ne vois simplement pas cela se profiler en ce moment, ni dans un avenir prévisible. Et je ne pense pas non plus que ce soit particulièrement souhaité par les Saoudiens à l'heure actuelle, alors que le génocide se poursuit et que la colère contre Israël, y compris parmi les Saoudiens et dans l'ensemble de la région, reste à un niveau bien plus élevé qu'au cours des dix à quinze dernières années.

#Glenn

Eh bien, espérons que quelque chose de positif puisse ressortir de tous ces accords. Oui, au moins, je suis maintenant un peu optimiste concernant l'accord entre Oman et l'Iran, surtout s'il a l'aval de ses voisins et des États-Unis. Cela pourrait régler la question d'Ormuz. Je pense que les autres

problèmes seraient plus faciles à résoudre. Quoi qu'il en soit, merci beaucoup pour votre temps.
Merci infiniment.

#Trita Parsi

Je vous remercie vraiment, Glenn.

#Trita Parsi

Merci. Merci.